

## REVALORISATION ANNUELLE ET MAJORATION POUR CONJOINT À CHARGE Publiées au *Journal officiel*

**Nombre de lecteurs retraités nous ont demandé de publier les contenus réglementaires de la revalorisation annuelle des pensions de retraite pour 2011 et le relèvement-alignement de la majoration pour conjoint à charge. Les 2 arrêtés ont été publiés au Journal officiel n°28 de mai 2011. Il faut préciser que cette année, suite à la pression et à la colère de dizaines de milliers de retraités, partout en Algérie, la mesure de revalorisation est effective depuis le 1<sup>er</sup> mai dernier, alors que les années précédentes le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ne publiait ces arrêtés qu'avec plusieurs mois de retard.**

**F**ait nouveau : les retraités Casnos sont concernés, alors qu'ils avaient été privés de cette revalorisation depuis des années. Le taux de 10% de revalorisation pour 2011 qui est nettement supérieur aux taux des dernières années, ne satisfait pas du tout les retraités. L'arrêté ministériel du 3 mai 2011 portant revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale précise dans son article 1<sup>er</sup> que «les pensions et allocations de retraite de Sécurité



Photo : D.R

sociale, prévues par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, sont revalorisées au titre de l'activité salariée et de l'activité non salariée par application d'un taux unique de 10%». Les coefficients d'actualisation applicables aux salaires servant de base au calcul des nouvelles pensions au titre de l'activité salariée (retraités CNR), prévue à l'article 43 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, sont fixés selon l'année de

référence, conformément à l'annexe jointe à l'original du présent arrêté. L'article 2 mentionne que «le taux prévu à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus s'applique au montant mensuel de la pension et des allocations de retraite découlant des droits contributifs. Le montant de la revalorisation résultant s'ajoute au minimum légal de la pension de retraite prévu par la loi n°83-12 du 2 juillet 1983, aux indemnités complémen-

taires prévues par l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006, ainsi qu'aux majorations exceptionnelles des pensions et allocations de retraite et à l'indemnité complémentaire de l'allocation de retraite prévue par la loi n°08-21 du 30 décembre 2008, susvisées.

Le taux de 10% s'applique aussi au montant mensuel de la pension d'invalidité découlant de l'application de l'article 42 de la loi n°83-11 du 2 juillet 1983, susvisée. Le montant de la revalorisation s'ajoute au minimum légal de la pension d'invalidité prévu par la loi n°83-11 du 2 juillet 1983 et à l'indemnité complémentaire prévue par l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006, susvisées.

Les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles sont revalorisées au titre de l'activité salariée (assurés sociaux affiliés à la Cnas) dans les conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

Toujours dans le même arrêté, l'article 5 indique que «le montant de la majoration pour tierce personne attribuée aux titulaires d'une pension d'invalidité, de retraite, d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle est revalorisé de 10%.

Un 2<sup>e</sup> arrêté publié dans le même numéro du *Journal officiel* fixe le montant de la majoration pour conjoint à charge est fixé à mille sept cent trente et un dinars (1 731 DA) par mois, et ce à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011.

LSR

### Courrier des lecteurs

#### Baisse de l'IRG non appliquée pour les pensions à 20 000 DA ?

M. Djawad Bourkaib, directeur général au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, qui était l'invité de la rédaction de la Chaîne III le 14 avril 2011, avait confirmé le relèvement du seuil d'exonération de l'IRG à 20 000 DA pour tous les retraités (sur Internet, voir le site Radioalgerie.net, Chaîne III, l'invité de la rédaction du 14 avril 2011).

Il se trouve qu'à ce jour, les retraités dont le salaire est supérieur à 20 000 DA n'ont pas bénéficié de cette exonération d'IRG, et ce, depuis janvier 2008.

Je pense que ce barème s'applique à tous les retraités, d'où l'abattement de 20 000 DA concerne tous les retraités d'après les dires de M. Bourkaib du ministère. Ci-dessous l'ordonnance tirée du site de la CNR et non appliquée. «Archives des news du site de la CNR» : «Exonération de l'IRG des pensions de retraite/27-08-2008 : l'ordonnance n°08-02 du 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008 stipule en son article 68 que les travailleurs retraités dont les pensions de retraite sont inférieures à 20 000 DA sont exonérés de l'IRG».

#### Années du service national à prendre compte...

Je voudrais une nouvelle fois contribuer par le présent écrit à dénoncer l'injustice qui touche une frange d'Algériens à savoir celle qui a accompli les obligations du service national (SN). Comment ne pas se considérer comme un citoyen que la République a floué quand on voit que d'autres bénéficient et profitent des circonstances politiques pour être dispenser du SN alors que nous, qui avons travaillé

durant ces deux années pour presque rien et dans des conditions très pénibles pour certains, nous n'avons en contrepartie aucune reconnaissance de la part de l'Etat algérien. Est-ce du mépris ou de la non-considération ? La seule issue à mon avis pour rectifier le tir serait de compter les deux années de service national dans le calcul des différentes retraites y compris l'anticipée et la proportionnelle pour ceux partant avant l'âge légal de 60 ans (le taux à verser ne représente que 5%) ou bien abaisser de deux ans l'âge légal qui sera de 58 ans pour ceux qui veulent rester en activité (comme ce qui se fait pour les enfants de chouchada). Cette dernière alternative peut être exploitée et utilisée pour les gens qui passent leur service civil (voir cas des médecins résidents).

Kamel M., cadre à Air Algérie

#### ... Et à quand l'aboutissement de cette revendication ?

Depuis que beaucoup de retraités ont exposé individuellement à travers vos colonnes cette omission de comptabilisation des deux années de service national par l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ en retraite proportionnelle et sans condition d'âge, j'espère que sa prise en charge par la FNTR, et exposée au chef du gouvernement en même temps que le dossier augmentation, finira par aboutir car la personne dispensée du service national partant dans ce cadre ouvre bien droit à leur comptabilisation au taux entier de 5%.

F. Boufertat, cadre retraité, Reghaïa - Alger

#### ... Parlons-en !

Parlons-en de la MIP (Mutuelle de l'industries du pétrole), suite à la lettre parue

dans «Le Soir retraite» du mardi 10 mai 2011, et que peut être cette fois-ci les responsables de celle-ci vont réagir pour éclairer nos lanternes.

A moins que ces derniers ne soient les lecteurs assidus du *Soir d'Algérie*. J'ai dit cette fois-ci, parce que j'ai eu à écrire dans la même rubrique du journal au sujet de la dite mutuelle, et à ce jour, aucune réaction, jusqu'à la lettre parue le 10 mai 2011, et qui a d'ailleurs omis de relater le problème soulevé dans ma lettre. Comme quoi chacun pour soi, enfin... Dans mon écrit, j'avais soulevé le problème des agents partis en retraite proportionnelle, qui ont racheté leur cotisation avant de partir en préretraite, et ce, dans le but de bénéficier des 20%, et à la fin ils se sont vu octroyer un taux diminué, la MIP ayant profité sur leurs dos de deux manières :

- 1) Un taux réduit qui n'atteint pas les 20% ;
- 2) Ce même taux réduit calculé sur un taux réduit de retraite puisqu'il s'agit d'une retraite proportionnelle.

S'agissant de la retenue de 2% pour frais de gestion, cette retenue est opérée non seulement sur le montant de la pension au niveau central, mais les agences régionales chargées des remboursements des frais médicaux nous réclament aussi le paiement de cette redevance avant tout remboursement.

C'est ce qui m'est arrivé avec l'antenne régionale de Béjaïa qui me réclame le paiement d'une somme de 3 000 DA (rappel des cotisations pour deux ans environ), alors que je leur avais adressé les souches de la Cnas pour complément de remboursement (20%) dont le montant n'excède pas 600 DA. Quelle logique ? Je débourse 3 000 DA pour récupérer 600 DA. Un simple calcul don-

nerait 1 500 DA par an, soit le montant maximum de ce que pourrait atteindre les 20% de mes frais médicaux. Le ridicule de cette situation m'a poussé à abandonner purement et simplement cet avantage qui par la magie de la bêtise est devenu plutôt une charge.

Rabah Djaber

#### Gestion incohérente de la pension complémentaire de retraite par la Mutuelle de l'industrie du pétrole, MIP...

Nous tenons à vous remercier pour la prise en charge de notre préoccupation et l'insertion de la lettre ouverte dans le «Courrier des lecteurs», rubrique «Le Soir Retraite» du 10 mai 2011.

Les travailleurs retraités de Sonatrach, à travers la lecture de cet article, ont été soulagés et sont convaincus que la mise en conformité de leurs pensions aboutira bientôt du fait de sa médiatisation qui obligerait les institutions à réagir. Aussi, et afin de compléter votre dossier, nous vous transmettons les correspondances adressées entre-temps à MM. les secrétaire général de l'UGTA, président de la Cour des comptes, Premier ministre, président de la République, qui sont restées sans suite à l'instar des requêtes précédentes.

En plus de l'envoi postal, nous vous adressons par courriel la présente lettre ainsi que les requêtes ci-dessus citées.

Nous restons à votre disposition pour une collaboration volontaire et bénévole dans le cadre précité ou toutes autres actions ou questions liées aux travailleurs retraités.

Bahloul Mansour et Saâdi Youcef, Bordj El-Bahri (wilaya d'Alger)